

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 23/11/2023 de l'établissement CARALP Patrick - Mille et une Etoiles implanté ZI Nord - Espace Polygone 71 rue Chenard et Walcker 66000 Perpignan, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 1.2.1 - délai : 30 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 6.1.1 - délai : 30 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.1.3 - délai : 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.2.2 ; 11.1.2 ; 11.1.3 - délai : 5 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 2.6 - délai : 30 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.6.5 - délai : 30 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.4.7 - délai : 30 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.5.1-IV - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.4.8 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après:

- **Dispositions constructives** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.2.2
- **Système de détection** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.3.1

- **Entretien des moyens d'intervention** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.3.6
- **Mise à la terre des équipements** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 8.4.3
- **Audits Environnement** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 article : 9.2.2

**Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :**

Compte-tenu de l'impact des non-conformités relevées vis-à-vis de la sécurité des biens et des personnes, une information judiciaire complète la proposition de mise en demeure.

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

Perpignan, le 04/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CARALP Patrick - Mille et une Etoiles**

9 rue St Félix  
11100 Narbonne

Références : 2023-466  
Code AIOT : 0006604112

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement CARALP Patrick - Mille et une étoiles implanté ZI Nord - Espace Polygone 71 rue Chenard et Walcker 66000 Perpignan. L'inspection a été annoncée le 10/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contexte de la visite a été annoncé par lettre informatique en date du 11 novembre 2023.

Objectifs principaux :

- situation administrative du site
- état des stocks - inventaire
- formation du personnel
- dispositions constructives
- contrôles et vérifications périodiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARALP Patrick - Mille et une étoiles
- ZI Nord - Espace Polygone 71 rue Chenard et Walcker 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006604112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société Mille et une Etoiles exploite un dépôt superficiel de 3920 kg d'artifices de divertissement de division de risque 1-3 et 1-4 (groupe de compatibilité G et S) répartis en 8 zones de stockage.

Il s'agit uniquement d'un stockage dormant d'artifices de divertissement en emballages admis au transport.

Il n'est pas prévu d'activité de vente au détail.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
2	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Registre des Produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
4	Répartition par emplacement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.2 ; 11.1.2 ; 11.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
5	Dossier ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Compétence du personnel	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.6.5	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
12	Foudre – Protection	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.4.7	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
15	Eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.5.1-IV	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Propreté - zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.4.8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.2	Sans objet
8	Système de détection	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.1	Sans objet
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.6	Sans objet
11	Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.4.3	Sans objet
14	Audits Environnement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.2	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Exercices	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.5	Sans objet
13	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts mis en avant sont pour la majorité le résultat d'une organisation qui n'est pas formalisée et conduit à des dérives dans la gestion quotidienne des stocks et des contrôles périodiques.

Cette situation donne lieu à des non-conformités qui demandent à être rapidement rectifiées, d'où la proposition d'une mise en demeure pour certains.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4220.1 : (A) Quantité maximale : <ul style="list-style-type: none"><li>• équivalente : 3920 kg</li><li>• Matières Actives 1.4 : 1000 kg</li><li>• Matières Actives 1.3 b : 2920 kg</li></ul> Rubrique 4210.1b : (D) Mise en liaison électrique d'explosifs de divertissement Quantité maximale de matières actives présente dans l'atelier : 12 kg
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme qu'aucune modification n'a été apportée au regard des principales rubriques ICPE pour lequel le site est autorisé (rubriques ICPE n° 4220.1 (A) et 4210.1b (D) et articles pyrotechniques exclusivement de division de risque 1.3 et 1.4).  § L'exploitant fait part d'une modification apportée au sein de son site : création en juin 2020 d'un hangar métallique destiné exclusivement au stockage de mortiers et de palettes de bois. ==> L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>- cette évolution n'a pas fait l'objet d'une information auprès du service instructeur</li><li>- les plans ne sont pas à jour et ne mentionnent pas la présence de ce hangar</li><li>- le volume maximal de mortiers et palettes de bois n'est pas défini. Au cours de la visite, l'inspection constate que ce stockage s'étend au-delà des limites de ce hangar.</li></ul> § Un inventaire est présent sur le site. Cet inventaire est disponible depuis l'extérieur via une application informatique en ligne "Oxygène Cloud". Des irrégularités dans la tenue du stock d'articles pyrotechniques vis-à-vis des produits présents sont constatées au cours de la visite des installations (voir constat suivant). ==> Il s'ensuit que le respect des quantités maximales de stockages n'est pas garanti.  § Dans son dossier de demande en autorisation de septembre 2018 (partie document administratif et technique), l'exploitant fait valoir des modalités de déclassement d'un artifice pyrotechnique habituellement retenu en division de risque 1.1 (explosion en masse et effets de projections) pour un classement en division de risque 1.3 (explosion de masse non retenu et effets thermiques importants) qui sont spécifiés dans la note conjointe IPE/INERIS 30 574 DGA/IPE/SP du 28/06/2007, prenant en compte les critères de densité de chargement dans l'emballage admis au transport et au stockage des artifices de divertissement. Ainsi les marrons d'air stockés dans leurs emballages d'origine, présents dans les cellules de stockage de division de risque 1.3, dans les quantités < à 80 prévues par la notice ci-dessus seront assimilés à des produits de division de risque 1.3.

Ce déclassement est précisé dans l'EDD 2018 indice B comme suit :

→ Les artifices de divertissement aux regards des définitions des divisions de risques 1.3b et 1.4 définies par l'arrêté du 20/04/2007 ne génèrent pas d'explosion quasi simultanée, projection de brandons, etc... sinon ils seraient classifiés en division de risque 1.1. Le risque retenu pour le transport interne est le flux thermique. De plus lors du transport sur le site des caisses ou palettes d'artifices, l'ensemble des cellules est fermé pendant toute la durée de la manipulation. Bien entendu sur la cellule de stockage finale sera ouverte au moment voulu pour le stockage du produit.

→ Le confinement n'est quant à lui pas une mesure prise en compte lors du transport interne car dans la définition donnée dans le guide IIC, le confinement est la caractéristique du logement d'une charge qui pourrait accroître la réaction du produit pyrotechnique. Or l'emballage admis au transport permet une restriction du risque.

Au cours de la visite des installations, l'inspection a constaté dans les cellules de stockage plusieurs emballages défailants qui de fait ne répondent plus aux critères d'homologation des cartons pour des articles pyrotechniques de division de risque 1.3 : cartons déchirés, cartons non refermés, un carton trop petit ne correspondant pas à la taille des articles contenus, cartons déformés.(voir constat suivant)

==> Il s'ensuit que le positionnement de déclassement de certains articles de la division de risque 1.1 vers 1.3 et susceptible d'être remis en cause du fait de mauvaises pratiques de manipulation et de reconditionnement des articles pyrotechniques par les opérateurs.

Action retenue :

§ Hangar métallique : (1 mois)

L'inspection demande à ce qu'une information soit communiquée sur la présence de ce hangar accompagnée de l'ensemble des justificatifs s'y associant (plans du site, plans hangar, volumes de stockage maximal, effets thermiques, foudre, eaux d'extinction - volume et rétention - ...).

Cette information doit conduire à la réalisation d'une mise à jour de l'étude de dangers de septembre 2008.

Le cas échéant, un plan d'action doit être proposé.

§ Pratiques de stockage : (5 jours)

L'inspection demande à ce qu'une formation de sensibilisation soit réalisée auprès de l'ensemble des opérateurs sur les pratiques de stockage et de maintien en tout temps de l'intégrité de chacun des emballages.

§ Inventaire du stock : (5 jour)

L'inspection demande :

- à ce qu'un référent "stockage" soit nommément désigné
- à ce qu'un inventaire exhaustif soit immédiatement réalisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 2 : Identification des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
<b>Constats :</b> § Un inventaire est présent sur le site. Cet inventaire est disponible depuis l'extérieur via une application informatique en ligne "Oxygène Cloud". Les seuls articles pyrotechniques de divertissement stockés sur le site appartiennent à la division de risque 1.4 et 1.3 qui se présentent sous diverses formes, selon les effets lumineux souhaités (bombes, à effets colorés, batterie, chandelle romaine, chandelle mono-coup, pot-à-feu, fontaine, Bengale, roues aériennes). L'exploitant a présenté une FDS RUGGERI pour les produits encadrés par la division de risque 1.4 et une FDS RUGGERI pour les produits concernés par la division de risque 1.3. L'inspection relève que l'exploitant ne dispose pas de FDS relative aux autres produits (de la division de risque 1.4 et 1.3) provenant de fabricants autres que RUGGERI. L'exploitant n'ayant pas jugé utile cette démarche dans la mesure où les articles pyrotechniques concernés sont identiques. ==> Il s'ensuit que l'exhaustivité des fiches FDS sur le site ne sont pas présentes. Cette exhaustivité est nécessaire afin de disposer de fiches FDS à jour par fabricants / fournisseurs dans la mesure où des subtilités de composition pour un même article est toujours possible d'un fabricant à un autre.  § Par ailleurs, l'inspection note une irrégularité dans la tenue des stocks entre l'inventaire présenté par l'exploitant et le stock physique présent dans les cellules de stockage : écart révélé à la suite d'une vérification de cohérence sur plusieurs produits (voir détail dans le constat suivant). ==> Il s'ensuit de ce constat que le registre disponible sur le suivi des stocks affiche des quantités présentes qui ne sont pas fiables. Les quantités présentes dans les cellules ne sont pas garanties.  § Au cours de la visite des installations, l'inspection a constaté dans les cellules de stockage plusieurs emballages défectueux qui de fait ne répondent plus aux critères d'homologation des cartons pour des articles pyrotechniques de division de risque 1.3 : cartons déchirés, cartons non refermés, un carton trop petit ne correspondant pas à la taille des articles contenus, cartons déformés.(voir constat suivant) ==> Il s'ensuit que le positionnement de déclassement de certains articles de la division de risque 1.1 vers 1.3 et susceptible d'être remis en cause du fait de mauvaises pratiques de manipulation et de reconditionnement des articles pyrotechniques par les opérateurs.  <b>Action retenue :</b> § Documents disponibles : (5 jours) L'inspection demande à l'exploitant de disposer de l'ensemble des fiches FDS relatives à chaque fournisseur/fabricant. § Pratiques de stockage : (5 jours) L'inspection demande à ce qu'une formation de sensibilisation soit réalisée auprès de l'ensemble des opérateurs sur les pratiques de stockage et de maintien en tout temps de l'intégrité de chacun des emballages.



§ Inventaire du stock : (1 jour) L'inspection demande - à ce qu'un référent "stockage" soit nommément désigné - à ce qu'un inventaire exhaustif soit immédiatement réalisé
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Registre des Produits explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire précis
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément de l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 6.1.1, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la cellule de stockage, la nature, la quantité, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits pyrotechniques détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.</p> <p>Il a pour objectif minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;</li> <li>- que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;</li> <li>- de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;</li> <li>- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.</li> </ul> <p>Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté ministériel du 13/12/2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>§ Un inventaire est présent sur le site. Cet inventaire est disponible depuis l'extérieur via une application informatique en ligne "Oxygène Cloud".</p> <p>Des irrégularités dans la tenue du stock d'articles pyrotechnique vis-à-vis des produits présents sont constatées au cours de la visite des installations (voir constat suivant).</p> <p>==&gt; Il s'ensuit que le respect des quantités maximales de stockages n'est pas garanti.</p> <p>§ Dans son dossier de demande en autorisation de septembre 2018 (partie document administratif et technique), l'exploitant fait valoir des modalités de déclassement d'un artifice pyrotechnique habituellement retenu en division de risque 1.1 (explosion en masse et effets de projections) pour un classement en division de risque 1.3 (explosion de masse non retenu et effets thermiques importants) qui sont spécifiés dans la note conjointe IPE/INERIS 30 574 DGA/IPE/SP du 28/06/2007, prenant en compte les critères de densité de chargement dans l'emballage admis au transport et au stockage des artifices de divertissement.</p> <p>Ainsi les marrons d'air stockés dans leur emballage d'origine, présents dans les cellules de stockage de division de risque 1.3, dans les quantités &lt; à 80 prévues par la notice ci-dessus seront assimilés à des produits de division de risque 1.3.</p>

Ce déclassement est précisé dans l'EDD 2018 indice B comme suit :

→ Les artifices de divertissement aux regards des définitions des divisions de risques 1.3b et 1.4 définies par l'arrêté du 20/04/2007 ne génèrent pas de d'explosion quasi simultanée, projection de brandons, etc... sinon ils seraient classifiés en division de risque 1.1. Le risque retenu pour le transport interne est le flux thermique. De plus lors du transport sur le site des caisses ou palettes d'artifices, l'ensemble des cellules est fermé pendant toute la durée de la manipulation. Bien entendu la cellule de stockage final sera ouverte au moment voulu pour le stockage du produit.

→ Le confinement n'est quant à lui pas une mesure prise en compte lors du transport interne car dans la définition donnée dans le guide IIC, le confinement est la caractéristique du logement d'une charge qui pourrait accroître la réaction du produit pyrotechnique. Or l'emballage admis au transport permet une restriction du risque.

Au cours de la visite des installations, l'inspection a constaté dans les cellules de stockage plusieurs emballages défectueux qui de fait ne répondent plus aux critères d'homologation des cartons pour des articles pyrotechniques de division de risque 1.3 : Cartons déchirés, cartons non refermés, un carton trop petit ne correspondant pas à la taille des articles contenus, cartons déformés.(voir constat suivant)

==> Il s'ensuit que le positionnement de déclassement de certains articles de la division de risque 1.1 vers 1.3 et susceptible d'être remise en cause du fait de mauvaises pratiques de manipulation et de reconditionnement des articles pyrotechnique par les opérateurs. D'autant plus que les articles pyrotechniques retour non tirés restent équipés de leur dispositif inflammateur.

Action retenue :

§ Pratiques de stockage : (5 jours)

L'inspection demande à ce qu'une formation de sensibilisation soit réalisée auprès de l'ensemble des opérateurs sur les pratiques de stockage et de maintien en tout temps de l'intégrité de chacun des emballages.

§ Inventaire du stock : (1 jour)

L'inspection demande

- à ce qu'un référent "stockage" soit nommément désigné

- à ce qu'un inventaire exhaustif soit immédiatement réalisé

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 4 : Répartition par emplacement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.2 ; 11.1.2 ; 11.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks par emplacement

**Prescription contrôlée :**

Cellule D1 1.3 b 1500 kg

Cellule D2 1.3 b 2000 kg

Cellule D3 1.3 b 2000 kg

Cellule D4 1.3 b 2000 kg

Cellule D5 1.3 b et 1.4 1260 kg

Cellule D6 1.4 2500 kg

Cellule D7 1.4 2500 kg

Locaux B01 1.3 b et 1.4 6 kg

Locaux B02 1.3 b et 1.4 6 kg

Stockage déchets P01 1.3 b 12 kg

Chargement / déchargement 1.3 b 630 kg

**Constats :**

L'inspection a relevé des irrégularités dans le comptage des quantités stockées entre l'inventaire disponible et le stock présent sur le site. Cette situation fait suite à des vérifications par sondage.

==> Le respect des quantités maximales fixées par l'arrêté préfectoral n'est pas garanti.

L'inspection relève également la présence de plusieurs cartons visuellement très dégradés (déchiré, déformés, non refermé) ou inadaptés au contenu (carton trop petit).

==> cette situation est de nature à remettre en cause les critères de déclassement de certains produits de la division de risque 1.1 vers 1.3b ainsi que les scénarios étudiés dans l'étude de dangers de septembre 2018 indice B.

Action retenue :

§ Pratiques de stockage : (5 jours)

L'inspection demande à ce qu'une formation de sensibilisation soit réalisée auprès de l'ensemble des opérateurs sur les pratiques de stockage et de maintien en tout temps de l'intégrité de chacun des emballages.

§ Inventaire du stock : (1 jour)

L'inspection demande

- à ce qu'un référent "stockage" soit nommément désigné

- à ce qu'un inventaire exhaustif soit immédiatement réalisé

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 5 : Dossier ICPE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plans à jours

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

**Constats :**

§ L'exploitant tient à disposition un dossier ICPE.

Ce dossier comprend un ensemble de documents dont certains ne sont pas à jour : plan des réseaux souterrains et rétention des eaux d'extinction ; plan de masse et implantation des bâtiments (manque le hangar métallique) ; documents foudre ne mentionnant pas la prise en compte du hangar métallique ; plan des zones à risques (risque incendie du hangar - stockage mortiers - non pris en compte) ; plusieurs documents non datés.

==> Il s'ensuit que le dossier détenu par l'exploitant n'est pas à jour.

<p>§ Le hangar métallique ne fait pas partie de la configuration initiale du dossier de demande en autorisation de 2018. L'exploitant n'a produit aucun porté à connaissance sur cet hangar métallique auprès des services d'inspection.</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucun justificatif permettant d'apprécier entres autres les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- volume maximal de mortier et palettes en bois</li> <li>- flux d'effets thermiques générés et leurs éventuels impacts</li> <li>- moyens d'extinction(RIA ...)</li> <li>- eaux d'extinction générées</li> <li>- collecte des eaux d'extinction</li> <li>- foudre</li> <li>- ...</li> </ul> <p>Action retenue : (1 mois)</p> <p>L'exploitant doit réaliser les mises à jour de l'ensemble des documents le nécessitant et les dater afin de suivre les évolutions apportées.</p> <p>L'exploitant doit présenter un PAC relatif au hangar métallique</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 6 : Compétence du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation – Plan de formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.</p> <p>Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>§ Les quatre agents permanents du site disposent d'une qualification C4-F4-T4 de niveau 2 (niveau 1 pour un agent en cours de passer le niveau 2 pour 2024) pour l'utilisation des articles pyrotechniques et disposent d'un arrêté préfectoral spécifique.</p> <p>==&gt; Cette qualification est tenue à jour.</p> <p>§ Une organisation informelle est tacitement en place avec une personne identifiée pour suivre la bonne conduite du dépôt, la réalisation des contrôles réglementaires ainsi que la tenue et l'inventaire des stocks.</p> <p>Mais aucun organigramme n'est disponible pour apprécier les liens hiérarchiques et fonctionnels des agents les uns entre les autres.</p> <p>Le contrat de travail de l'agent identifié pour assurer la conduite du dépôt ainsi que l'inventaire ne mentionne pas clairement cette mission. Ce contrat précise uniquement des fonctions "d'employé commerciale" comme suit :</p> <p><i>"L'emploi de <b>Monsieur R.D.</b> est celui d'Employé Commercial - Niveau 5 - Statut Non Cadre. Ses fonctions sont conformes à la convention collective applicable.</i></p> <p><i>En fonction des nécessités d'organisation du travail, <b>Monsieur R.D.</b> pourra être affecté aux divers postes correspondant à la nature de son emploi."</i></p> <p>Les autres contrats des deux autres employés sont établi sur le même modèle. Pour l'un d'eux, le contrat précise <i>"L'emploi de <b>Monsieur M.D.L.</b> est celui d'Ouvrier Manutentionnaire - Niveau 2 - Statut Non Cadre. Ses fonctions sont conformes à la convention collective applicable.</i></p>

*En fonction des nécessités d'organisation du travail, **Monsieur M.D.L.** pourra être affecté aux divers postes correspondant à la nature de son emploi."*

==> Il s'ensuit que l'organisation du site n'est pas clairement définie, les liens hiérarchiques et fonctionnels entre agents et responsabilités attribuées ne sont pas formalisés.

Les missions du responsable du dépôt (oralement identifié) ne sont pas formalisées, ainsi que sa mission d'artificier.

§ Ce contrat de travail, **Monsieur R.D.** - responsable dépôt oralement identifié - prévoit un entretien professionnel tous les deux ans stipulant que cet entretien est "*consacré à ses perspectives d'évolution professionnelles, notamment de qualification et d'emploi*".

Cet entretien n'est pas mis en place et les besoins en formation, hormis la compétence C4-F4-T4, ne sont pas identifiés.

Un cahier des procédures est disponibles dans le bureau du responsable dépôt oralement identifié. Ce document n'est pas aisément accessible par le personnel, conformément aux dispositions de l'article 8.6.5 de l'AP qui exige que ces consignes soient tenues à jour et affichées dans des lieux fréquentés par le personnel.

Ce même article prévoit une formation pour le personnel sur les risques présentés par l'installation : Cette formation n'a pas été initiée.

Les permis de feu présentés comportent des erreurs d'appréciation du risque : ils mentionnent un risque d'explosion sur le site, ce qui n'est pas le cas au regard des différents scénarios retenus dans l'étude de dangers.

Le responsable dépôt oralement identifié n'a pas connaissance du niveau de protection minimal requis des équipements et installations électriques ou non situés dans les zones à risque d'incendie.

La dernière formation pratique EPI date de 2018 pour uniquement deux agents. Les deux autres agents n'ont pas reçu cette formation pratique, uniquement une formation "théorique" dispensée en interne : pas de traçabilité de cette formation dans les documents présentés.

==> Il s'ensuit que les besoins en formation avec l'adéquation des missions confiées ne sont pas identifiés, ni formalisés, ni garantis. La périodicité d'exercices d'entraînement annuel n'est pas respectée.

§ Des consignes sont placées devant les accès. Elles sont devenues illisibles.

La consigne d'entrée à l'intérieur de l'enceinte pyrotechnique ne correspond pas aux indications sur le sol, dont :

- matérialisation d'une ligne rouge non présente
- matérialisation d'une zone hachurée correspondant à l'aire de chargement/déchargement non présente
- vérifié que les emballages sont conformes et en bon état, non réalisé car plusieurs emballages défectueux constatés à l'intérieur des cellules.

Action retenue : (1 mois)

L'exploitant doit mettre en place les actions suivantes :

- désigné nommément un responsable de site (5 jours)
- définir les missions confiées au personnel et établir un organigramme hiérarchique et fonctionnel
- définir un plan de formation pour le personnel en adéquation avec les missions confiées

<ul style="list-style-type: none"> <li>- interdire l'accès aux dépôts d'articles pyrotechniques à toutes personnes n'ayant pas suivi une formation sur les risques spécifiques du site et des installations, ainsi que la connaissance de l'ensemble des procédures internes de sécurité et une formation à la manipulation d'extincteurs</li> <li>- respecter la périodicité d'entraînement annuelle</li> <li>- respecter les dispositions de la consigne d'entrée dans l'enceinte pyrotechnique.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 7 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sol en béton armé lissé</p> <p>Murs périphériques en structure dite Doizon montant au faîtage</p> <p>Murs séparatifs entre cellules montant au-dessus de la couverture</p> <p>Grille anti-projection en plafond</p> <p>Toitures en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.</p> <p>Structure R 120</p> <p>Murs extérieurs et séparatifs REI 120 Portes REI 120</p> <p>Toitures et couvertures de toiture de classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p> <p>Conteneur spécifique pour artifice avec fermeture.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des dispositions constructives et des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les justificatifs des portes coupe-feu des cellules D1 à D4 et D5 - D6 ne sont pas disponibles.</p> <p>L'étanchéité à la poussière n'est pas garantie sur toute l'installation : presse-étoupes déffailants ou absents (cellule D5) ; identifications des zones exigeant la présence d'un matériel étanche aux poussières pas définies ...</p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance des caractéristiques minimales que doit avoir l'installation électrique placée dans les zones à risque d'incendie.</p> <p>Action retenue : (1 mois)</p> <p>L'exploitant doit présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs coupe-feu des portes D1 à D6</li> <li>- un plan des zones pour lesquelles une étanchéité aux poussières du matériel présent est requise</li> <li>- définir le niveau de protection du matériel présent dans ces zones et établir une liste de ce matériel</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 8 : Système de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque d'incendie. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les locaux pyrotechniques sont équipés d'une détection incendie (un détecteur décroché dans la cellule d5). L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'implantation des détecteurs. Des vérifications sur les détecteurs sont effectuées (13 détecteurs incendie et 6 diffuseurs sonore) (dernier rapport du 01/06/2023 - société AZINCENDIE), mais la traçabilité des périodicités de vérifications n'est pas assurée. Le dispositif d'alarme anti-intrusion est vérifié par l'entreprise INOA (dernière vérification du 28/07/2022). Un contrat avec la société GIP CONNET définit des modalités d'intervention Les documents présentés ne permettent pas d'identifier la bonne prise en compte de la vérification de la transmission entre les détecteurs incendie et le centre de télésurveillance.  Action retenue : (1 mois) L'exploitant doit produire : <ul style="list-style-type: none"><li>- les justificatifs relatifs à la bonne fonctionnalité entre la détection incendie et le centre de télésurveillance.</li><li>- un plan mentionnant l'implantation des détecteurs incendie</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 9 : Exercices

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise périodiquement, avec si possible les services de secours, des exercices de mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours ainsi que d'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'organisation des secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un courrier mentionnant l'intervention des pompiers pour la réalisation d'une visite + manœuvres les 21 octobre 2022 et 8 mars 2023 : Ces manœuvres n'ont pas révélées d'anomalies ou la nécessité de modifier les documents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux normes en vigueur. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles, la personne ou l'organisme chargé de la vérification, le motif de la vérification (périodique ou suite à un accident, dans ce cas nature et cause de l'accident) et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs sont annuellement vérifiés. Les 4 poteaux incendie extérieurs sont vérifiés par la régie des eaux - service d'exploitation Service Incendie - de la ville de Perpignan. Les derniers résultats datent de 2018. L'exploitant ne dispose pas de justificatifs plus récents. Le planning annuel 2023 d'enregistrement des vérifications périodique prévoit une vérification annuelle en juin des poteaux incendie. ==> Il s'ensuit que la périodicité de vérification des poteaux incendie n'est pas respectée et que la performance de ces derniers n'est pas garantie.  Action retenue : (1 mois) L'exploitant doit adresser à l'inspection un rapport d'essais récent sur la conformité des 4 poteaux incendie référencés pour fournir les besoins en eau d'extinction en cas d'un éventuel incendie sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 11 : Mise à la terre des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément à la réglementation et aux normes NF C 15-100 (version compilée de 2009) et NF C 13-200 (version de 1987) et ses règles complémentaires pour les sites de production et les installations industrielles, tertiaires et agricoles (norme NF C 13-200 de 2009), compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. L'exploitant s'assure régulièrement de l'isolement des matériels ou appareils pouvant être présents dans l'installation et, le cas échéant, de la mise à la terre de leurs masses. Dans les locaux pyrotechniques, toutes les masses et tous les éléments conducteurs sont interconnectés par une liaison équipotentielle sauf démonstration par l'exploitant qu'il n'y a pas de risques d'amorçage des produits stockés. Cette liaison est réalisée conformément aux normes nationales en vigueur. Une consigne du chef d'établissement fixe la périodicité des vérifications de la liaison équipotentielle.



**Constats :**

§ L'exploitant présente un rapport de vérification des installations électriques du 20/10/2023 et réalisé par le bureau de contrôle SOCOTEC.

Ce rapport fait mention d'équipements qui n'ont pas pu être vérifié : Éclairage du hangar / Éclairage extérieur / Éclairage Coursives / Éclairage des cellules

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports initiaux - notamment celui correspondant au hangar - permettant de démontrer qu'un contrôle initial a bien été réalisé sur ces équipements.

Ce rapport n'apporte pas de réponse sur la nature des prises de terre et précise "indéterminée".

Dans la cellule commande, l'inspection constate un branchement d'un luminaire "étiré" et un détecteur incendie dégrafé.

==> Il s'ensuit que la conformité de l'ensemble des équipements électriques n'est pas garantie

§ Le Q18 présenté par l'exploitant en date du 20/10/2023 ne correspond pas aux installations du site dans la mesure où celui-ci précise ne pas avoir reçu de la part de l'exploitant ou de son représentant la désignation des locaux à risque d'incendie alors que c'est précisément le risque principal sur ce site de par la nature même des articles pyrotechnique de division de risque 1.3 et 1.4.

==> Il s'ensuit que le document Q18 n'identifie pas correctement la nature des risques réellement présents au sein des installations.

Action retenue : (1 mois)

L'exploitant doit présenter

- les éléments de vérifications des équipements n'ayant pas été vérifiés lors du contrôle 2023
- un Q18 mentionnant correctement les risques présents sur le site
- remettre en état les équipements "défaillants" : branchement luminaire, fixation détecteur incendie, presse-étoupes ...

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 12 : Foudre – Protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.4.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport – Carnet de bord

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la prévention des risques de ses installations en cas de foudre et de séisme en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En particulier :

- L'installation des protections foudre fait l'objet d'une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
- L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
- Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
- Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
- L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Les installations sont protégées contre les conséquences de gel, neige, vent, fortes chaleurs...

**Constats :**

Le carnet de bord "foudre" présenté par l'exploitant n'est que partiellement documenté.

La périodicité des vérifications (visuelle et complète) n'est pas assurée : uniquement deux vérifications réalisées, une vérification initiale du 23/11/2020 et une vérification complète du 20/02/2023.

L'exploitant ne respecte pas son planning annuel qui prévoit bien une vérification annuelle (une fois sur deux : visuelle/complète).

==> La périodicité de vérification n'est pas respectée.

L'ARF du 06/05/2020 n'intègre pas la présence du hangar métallique.

==> La couverture foudre ne couvre pas la hangar métallique.

Un rapport de vérification foudre complet du 20/02/2023 réalisé par l'APAVE fait état de trois observations qui ne sont pas prises en compte par l'exploitant :

- pas de dispositif d'alerte d'activité orageuse tel que demandé dans l'étude technique
- absence de mise à la terre des écrans des câbles des lignes de détection incendie
- le parafoudre est installé sur la paire de câbles de la prise test DTI alors qu'il doit être sur la paire de câbles du réseau téléphonique

Action retenue : (1 mois)

L'exploitant doit :

- respecter la périodicité des contrôles
- produire une ARF et une ET foudre pour justifier de la bonne compatibilité du hangar métallique
- mettre en conformité l'ensemble des points relevés dans le dernier rapport de vérification complète foudre APAVE du 20/02/2023. Les justificatifs doivent être produit en conséquence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 13 : Bilans périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport – Bilan annuel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant rédige, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :

- une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;
- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce rapport est transmis, à la demande, à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant respecte cette périodicité.

Des écarts sur les quantités admises vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de 2019 sont à corriger.

Ce point pourra être observé lors de la prochaine transmission du bilan annuel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Audits Environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport – Bilan du respect de l'AP
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigés sans délai. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Le premier audit doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant, choisi après accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception. En cas d'écart à la réglementation observé, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.
<b>Constats :</b> L'audit de conformité a été confié au bureau de contrôle SOCOTEC : rapport du 02/06/2023. Ce rapport identifie plusieurs points non-conformes que l'exploitant a repris sous la forme d'un tableau de suivi : <ul style="list-style-type: none"><li>- plans à mettre à jour</li><li>- témoins lumineux au dessus des portes permettant d'identifier si la lumière est allumée ou pas à l'intérieur</li><li>- boutons d'arrêt d'urgence</li><li>- contrôle des poteaux incendie</li><li>- ...</li></ul> Action retenue : (3 mois) L'exploitant doit produire les éléments de réalisation des actions identifiées en points non-conformes dans son rapport d'audit.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 15 : Eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.5.1-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> AP - article 8.5.1-IV : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. EDD sep 2018 indice B : 8.1.3 Confinement des eaux d'extinctions incendie L'eau restera sur l'enceinte du site, les bordures du site légèrement sur élevées permettent de contenir sur l'ensemble de la partie goudronnée les 120m3 Un système d'obturation permettra d'empêcher l'écoulement de l'eau vers le réseau d'assainissement collectif (vanne barrage, disconnecteur, ...) L'eau stagnante sur la parcelle sera évacuée par une société spécialisée.

**Constats :**

La visite du site a permis de constater :

- la présence d'un muret haut d'une vingtaine de centimètres sur une partie du périmètre du site : ce muret est interrompu au niveau du hangar métallique ; comprend des jointures absentes par endroits ; un décroché à hauteur du portail d'accès
  - plusieurs emplacements sur le site qui ne sont pas étanches : absence de revêtement ; regard d'évacuation des eaux pluviales non étanche ; câbles en attente non protégés...
  - l'exploitant ne dispose pas de justificatifs lui permettant de garantir le maintien sur son site de la totalité des eaux d'extinction qui seraient générées par un éventuel incendie
- ==> Il s'ensuit que la situation actuelle du site ne permet pas de maintenir sur son site les eaux issues d'un éventuel incendie

Action retenue : (3 mois)

L'exploitant doit :

- finaliser la zone de rétention des eaux d'extinction sur son site
- présenter des justificatifs démontrant que la totalité des eaux d'extinction reste bien à l'intérieur du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Propreté - zone de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.4.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matières inflammables

**Prescription contrôlée :**

Les dépôts et ateliers doivent toujours être maintenus en parfait état de propreté et d'ordre. Leur accès et leurs issues de dégagement doivent être toujours laissés libres de tout encombrements.

...

Toutes les précautions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir d'herbes sèches ou des matières inflammables aux abords des bâtiments. Ainsi , le tour de chaque bâtiment est régulièrement débroussaillé notamment en période estivale, afin d'éviter le risque d'incendie.

**Constats :**

La visite du site a permis de constater :

- la présence d'un stock de palettes de bois à l'intérieur de l'enceinte pyrotechnique accolé, du côté des cellules D1-D4 et face aux cellules D5 et D6
  - absence de désherbage, à l'intérieur du site, sur le terrain accidenté derrière le hangar métallique
  - l'accès au hangar métallique n'est pas possible, trop encombré par des modules de mortiers et bois qui s'étendent au-delà des limites du hangar
  - présence, à l'intérieur de plusieurs cellules sur la partie de protection grillagée, de tas de paille sèche.
- ==> Il s'ensuit que la gestion du site ne respecte pas totalement cette disposition.

Action retenue : (1 mois)

L'exploitant doit :

- débarrasser l'intérieur des cellules de tout dépôt de paille
- retirer de l'enceinte pyrotechnique tout dépôts de palettes de bois
- limiter son stock de mortiers et de palettes de bois afin de maîtriser les volumes stockés

<ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier et délimiter les zones de stockage des mortiers et palettes de bois</li> <li>- régulariser la situation de son hangar métallique, le cas échéant, de l'ensemble de ses stocks de mortiers et palettes de bois</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## **Annexe confidentielle**

### **Non communicable au public**

#### **Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1

Information confidentielle :

§ Ce hangar métallique, contenu de ses dimensions visuelles ne relève pas de la rubrique entrepôt (rubrique ICPE n° 1510).

§ Cependant, s'agissant d'une activité connexe susceptible de modifier la configuration des risques "thermiques" en cas d'incendie tel qu'ils ont été initialement définis dans l'étude de danger de septembre 2008, des éléments complémentaires sur l'appréciation des risques est à produire :

- volume des stockages et leurs agencements
- zone de délimitation des stockages
- effets thermiques
- foudre : mise à jour ARF et ET
- volume d'eau d'extinction nécessaire
- rétention des eaux d'extinction

§ De mauvaises pratiques de manipulation et de gestion des stocks conduisent à une dérive :

- dans l'exactitude de l'inventaire présenté par l'exploitant,
- du maintien de l'intégrité des cartons d'emballages qui est l'élément principal lié à la justification du déclassement de certains articles pyrotechniques de la division de risque 1.1 vers la division de risque 1.3.

Nom du point de contrôle : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.1

Information confidentielle :

§ De mauvaises pratiques de manipulation et de gestion des stocks conduisent à une dérive :

- dans l'exactitude de l'inventaire présenté par l'exploitant,
- du maintien de l'intégrité des cartons d'emballages qui est l'élément principal lié à la justification du déclassement de certains articles pyrotechniques de la division de risque 1.1 vers la division de risque 1.3.

Nom du point de contrôle : Registre des Produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.1.3

Information confidentielle :

§ De mauvaises pratiques de manipulation et de gestion des stocks conduisent à une dérive :

- dans l'exactitude de l'inventaire présenté par l'exploitant,
- du maintien de l'intégrité des cartons d'emballages qui est l'élément principal lié à la justification du déclassement de certains articles pyrotechniques de la division de risque 1.1 vers la division de risque 1.3.

§ Les produits contrôlés sont :

Cellule D7 :

Chandelles : ref. 1903012 ==> nombre de pièces 46 : ok

Chandelles : ref. 190308, dans la cellule - nombre de pièces 25, sur l'inventaire - nombre de pièces 28 : !

Article ref. 24356 : dans la cellule - nombre de pièces 31 ; sur l'inventaire - nombre de pièces 21 : !

Bengale : Pièces sur Mât - ref TRC22 : dans la cellule - nombre de pièces 2 ; sur l'inventaire - nombre de pièces 2 : ok

Article FC 1302 : dans la cellule - nombre : 1 carton de 4 pièces ; sur l'inventaire : NON référencé : !

Bengale rouge : ref JET-006 : nombre de pièces 26 (cellule et inventaire) : ok

Ref FC 1302 : dans la cellule - nombre de pièces 4 avec inflammateur ; inventaire - non comptabilisé : !

U508610 : nombre de pièces 13 (cellule et inventaire) : ok

U58611 : 90 : nombre de pièces 90 (cellule et inventaire) : ok

P 089 : nombre de pièce 50 (cellule et inventaire) : ok

JET 002 - ref 14932 : nombre de pièces 244 (cellule et inventaire) : ok

Cellule D6 :

Fontaine Argentée - ref ZX8138 : nombre de pièces 15 (cellule et inventaire) : ok

Carton étiqueté "Hors stock" avec 10 bengales rouge et bleu : dans le carton il y a 8 bengales + 4 rouges + 2 fontaines + 1 fontaine sur mât de 4 modules ; pas dans l'inventaire : !

Bengale rouge ref ET 005 : dans la cellule - nombre de pièces 129 (un carton porte l'inscription 32 pièces alors qu'il en contient 40 !) ; sur l'inventaire - nombre de pièces 111 : !

Monocoup - carton avec inscription "à identifier" : dans le carton - nombre de pièces 36 ; sur l'inventaire, non répertorié : !

Jet 003 : dans la cellule - nombre de pièces 3086 ; sur l'inventaire 3084 : !

Cellule D5 :

Commande : une palette "BFS03 INT01 : La palette contient 23 cartons de 28 pièces ; sur l'inventaire, seul 22 cartons répertoriés : !

Commande : palette JSC F600 : nombre de cartons 36 (cellule et inventaire) : ok

Cellule D1 :

Ref. OR-004 : nombre de pièces 25 (cellule et inventaire) : ok

Ref. BF S03-INT01 : dans la cellule - nombre de pièces 640 ; sur l'inventaire - nombre de pièces 695 : !

==> Au regard des écarts constatés, l'inspection n'a pas poursuivi le contrôle par sondage dans les cellules D2 à D4.